

**Accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune mettant en œuvre une coopération renforcée en matière statistique et portant désignation de l'autorité statistique régionale comme autorité statistique de la Commission communautaire commune**

Vu la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 8 et 92*bis*;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment ses articles 4 et 63;

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à la statistique régionale;

Vu l'accord de coopération du 15 juillet 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux, notamment ses chapitres II et III et son article 36;

Vu l'obligation pour la Commission communautaire commune, issue de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 précité, de désigner un service revêtant la qualité d'autorité statistique;

Vu la nécessité, compte tenu de l'architecture institutionnelle bruxelloise, de développer des synergies en matière statistique entre la Région et la Commission communautaire commune et de réaliser des économies d'échelle;

Vu les missions qui sont actuellement réalisées par l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en la personne de M. Rudi Vervoort, Ministre-Président;

La Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, représentée par le Collège réuni en la personne de M. Guy Vanhengel et M. Didier Gosuin, membres du Collège réuni;

ci-après dénommées les parties,

ont convenu de ce qui suit :

## CHAPITRE 1<sup>ER</sup> – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### *Définitions*

**Art. 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent accord de coopération, il convient d'entendre par :

1° accord de coopération du 15 juillet 2014 : accord de coopération du 15 juillet 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux;

2° autorité statistique : autorité statistique au sens de l'article 36 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014;

3° autorité statistique régionale : service désigné par la Région de Bruxelles-Capitale en tant qu'autorité statistique et également désigné par le présent accord de coopération comme autorité statistique de la Commission communautaire commune;

4° Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse : comité visé à l'article 11 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à la statistique régionale;

5° données agrégées : données synthétiques combinant des données individuelles à l'aide d'opérations mathématiques;

6° IIS : Institut interfédéral de statistique;

7° Statistiques publiques : statistiques publiques au sens de l'article 1er, 2°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014;

8° programme statistique : programme statistique au sens de l'article 1er, 3°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014;

9° Programme statistique intégré : programme statistique intégré au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

### ***Objet***

**Art. 2.** Le présent accord de coopération a pour objet de mettre en œuvre une coopération renforcée entre les parties en matière statistique.

À cet effet, l'autorité statistique de la Région de Bruxelles-Capitale est désignée en tant qu'autorité statistique de la Commission communautaire commune. À ce titre, elle est chargée de l'accomplissement des missions en matière statistique énumérées à l'article 3, pour le compte de la Commission communautaire commune et avec le concours de ses services. Le présent accord de coopération définit ces missions ainsi que les modalités de leur exercice.

La conclusion de l'accord ne porte pas préjudice aux compétences de la Commission communautaire commune ainsi que des organismes qui en dépendent pour l'établissement des statistiques, études et analyses dans les matières relevant de leurs compétences. La mise en œuvre de son programme statistique relève de la Commission communautaire commune, en collaboration avec l'autorité statistique régionale.

## **CHAPITRE 2 – MISSIONS**

### ***Missions***

**Art. 3.** Les missions qui font l'objet du présent accord de coopération sont :

1° les missions telles que définies par l'accord de coopération du 15 juillet 2014, en particulier :

- l'élaboration et la coordination d'un programme statistique pour la Commission communautaire commune. Dans ce cadre, l'autorité statistique régionale accompagnera le développement et la production de statistiques publiques;
- dans le cadre du programme statistique, la transmission des statistiques publiques relevant des compétences de la Commission communautaire commune, et l'accompagnement dans la mise en place des actions qui doivent améliorer la qualité de ces statistiques;

2° l'établissement d'études et d'analyses spécifiques en collaboration avec la Commission communautaire commune.

### ***Modalités d'exercice des missions***

**Art. 4.** La Commission communautaire commune, et notamment l'Observatoire de la Santé et du Social, sont étroitement associés aux travaux de l'autorité statistique régionale dans les matières qui relèvent des compétences de la Commission communautaire commune.

### ***Validation et suivi du programme statistique de la Commission communautaire commune***

**Art. 5.** L'autorité statistique régionale soumet un projet de programme statistique de la Commission communautaire commune au comité-programme pour approbation.

Une fois validé, le programme statistique définitif de la Commission communautaire commune est transmis par l'autorité statistique régionale à l'Institut interfédéral de statistique, conformément à l'article 8 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

**Art. 6.** La Commission communautaire commune est associée au suivi de son programme statistique, notamment au travers du comité-programme visé à l'article 11.

**Art. 7.** Le rapport d'activités qui est établi annuellement par l'autorité statistique régionale conformément à l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à la statistique régionale portera également sur les missions accomplies en vertu du présent accord de coopération.

Ce rapport est transmis pour information au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

#### *Échange d'informations et transmission de données*

**Art. 8.** La Commission communautaire commune transmet à l'autorité statistique régionale les données et informations nécessaires en vue de l'accomplissement des missions relevant du présent accord de coopération telles que définies à l'article 3.

L'autorité statistique régionale transmet à la Commission communautaire commune les données agrégées nécessaires à l'exercice de ses compétences.

**Art. 9.** Des membres du personnel de la Commission communautaire commune peuvent être autorisés, dans le cadre de projets menés en commun, à travailler dans les locaux mêmes de l'autorité statistique régionale.

Les modalités de l'exercice de cette faculté sont arrêtées de commun accord entre le directeur de l'autorité statistique régionale et le directeur de l'Observatoire de la Santé et du Social.

**Art. 10.** Les obligations résultant de l'accord de coopération du 15 juillet 2014, notamment en termes de secret statistique et de communication de données confidentielles, ainsi que les obligations résultant des législations relatives à la statistique et à la protection des données à caractère personnel, sont pleinement applicables lors de l'exécution des missions résultant du présent accord de coopération et, plus particulièrement, à l'occasion de la transmission de données.

#### *Comité-programme*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. En vue notamment d'assurer le suivi du programme statistique et de garantir un échange d'informations efficient, un comité-programme est créé.

Ce comité se compose comme suit :

- trois représentants de la Commission communautaire commune, dont un représentant de l'Observatoire de la Santé et du Social;
- trois représentants de l'autorité statistique régionale, dont le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'autorité statistique régionale.

Il est présidé par le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'autorité statistique régionale.

Il se réunit au minimum trois fois par an.

§ 2. Les missions du comité-programme sont les suivantes :

- 1° le suivi de la mise en œuvre du programme statistique de la Commission communautaire commune;
- 2° la définition des statistiques, études et rapports statistiques dans les matières relevant de la Commission communautaire commune;
- 3° l'approbation du programme statistique de la Commission communautaire commune.

#### *Propriété des statistiques et études produites et diffusion des résultats*

**Art. 12.** Conformément à l'article 36, 3°, de l'accord de coopération du 15 juillet 2014, la diffusion des statistiques publiques produites dans le cadre du présent accord de coopération par l'autorité statistique se fait suivant le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne fixé par l'Union européenne (Eurostat).

Les sources des statistiques produites sont définies suivant l'organisme producteur, à savoir :

- 1° l'autorité statistique régionale et la Commission communautaire commune pour les statistiques spécifiquement agrégées au sein de l'autorité statistique régionale dans le cadre de la mise en œuvre du présent accord de coopération;
- 2° la Commission communautaire commune pour les statistiques produites en propre dans le cadre du programme statistique de la Commission communautaire commune.

**Art. 13.** Les études produites conformément à l'article 3, 2°, du présent accord de coopération sont la propriété de l'autorité statistique régionale et de la Commission communautaire commune. La diffusion de ces études ne pourra intervenir que moyennant l'accord de l'autorité statistique régionale et de la Commission Communautaire commune.

### CHAPITRE 3 – REPRÉSENTATION

#### *Conseil d'administration de l'IIS*

**Art. 14.** Le responsable de la cellule chargée de la thématique Santé au sein de l'autorité statistique régionale siège en tant que représentant de la Commission communautaire commune, à titre d'observateur, au sein du conseil d'administration de l'Institut interfédéral de statistique (IIS), conformément à l'article 15 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

À défaut, le représentant de la Commission communautaire commune est choisi par le directeur de l'autorité statistique régionale parmi les autres responsables de cellule au sein de celle-ci, de commun accord avec la Commission communautaire commune.

La Commission communautaire commune est informée en temps utile des points qui sont à l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration de l'IIS.

Le représentant de la Commission communautaire commune au sein du conseil d'administration de l'IIS y relaie le point de vue de celle-ci.

#### *Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse*

**Art. 15.** La Commission communautaire commune désigne un agent représentant l'Observatoire de la Santé et du Social au sein du Comité technique régional pour la Statistique et l'Analyse. Ce représentant dispose du droit de vote.

### CHAPITRE 4 – MOYENS NÉCESSAIRES À L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS

**Art. 16.** En vue d'accomplir les missions visées par le présent accord de coopération, l'autorité statistique régionale recrute ou engage un agent dédié.

La Commission communautaire commune est associée au processus de recrutement de cet agent, la décision finale d'engagement relevant cependant de l'autorité statistique régionale.

La Commission communautaire commune rembourse trimestriellement à l'autorité statistique régionale ou à l'organisme public auquel celle-ci appartient budgétairement un montant équivalent au coût lié à l'occupation d'un équivalent temps plein au grade de « attaché ».

Les modalités pratiques liées à l'exécution des prestations par l'agent sont décidées de commun accord par le directeur de l'autorité statistique régionale et le directeur de l'Observatoire de la Santé et du Social. L'agent a la qualité d'agent de l'autorité statistique régionale et est tenu aux obligations qui découlent de ce statut, notamment concernant le secret statistique.

### CHAPITRE 5 – DISPOSITIONS FINALES

**Art. 17.** Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier acte d'assentiment des parties.

Les parties s'engagent à évaluer périodiquement la mise en œuvre et les effets de l'accord de coopération, à tenir un débat et à rédiger un rapport à ce sujet tous les deux ans, qui sera remis au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune. Sur le fondement de cette évaluation périodique, les parties peuvent décider de modifier le présent accord.

**Art. 18.** La dénonciation de tout ou partie du présent accord nécessite un préavis écrit d'un an. En ce cas, les parties s'engagent à continuer à satisfaire aux obligations résultant du présent accord et, notamment, à fournir la collaboration nécessaire en cours.

**Art. 19.** Les parties sont chargées de la mise en œuvre du présent accord de coopération et s'engagent à procéder aux adaptations législatives et réglementaires nécessaires.

**Art. 20.** Dans l'hypothèse où la Région de Bruxelles-Capitale envisagerait de désigner un autre organe que l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse en tant qu'autorité statistique régionale, ou dans l'hypothèse d'une réorganisation interne ayant un impact significatif sur l'accomplissement des missions visées par l'accord, la Région serait tenue d'en informer préalablement la Commission communautaire commune, de manière à permettre à celle-ci de faire valoir d'éventuelles observations concernant les incidences susceptibles d'affecter la mise en œuvre du présent accord de coopération.

Fait à Bruxelles, le 21 mars 2019, en deux exemplaires originaux, en français et en néerlandais.

Les Membres du Collège réuni en charge de la Fonction publique,

G. VANHENGEL

D. GOSUIN

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

---



**Ontwerp van samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter versterking van de samenwerking inzake statistiek en houdende aanwijzing van de gewestelijke statistische autoriteit tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**

Gelet op de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, meer bepaald de artikelen 8 en 92bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, meer bepaald de artikelen 4 en 63;

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de gewestelijke statistiek;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de statistiek, van de raad van bestuur en de Wetenschappelijke Comités van het Instituut voor de nationale rekeningen, meer bepaald de hoofdstukken II en III en het artikel 36 van het akkoord;

Gelet op de verplichting voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als gevolg van voornoemd samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, om een dienst aan te wijzen die de hoedanigheid van statistische autoriteit aanneemt;

Gelet op de noodzaak, rekening gehouden met de organisatie van de Brusselse instellingen, om samenwerkingsverbanden inzake statistiek te ontwikkelen tussen het gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en om schaalvoordelen te realiseren;

Gelet op de huidige opdrachten van het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van dhr. Rudi Vervoort, Minister-President;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van dhr. Guy Vanhengel en dhr. Didier Gosuin, leden van het Verenigd College;

hierna de partijen genoemd,

zijn overeengekomen wat volgt:

## **HOOFDSTUK 1 – ALGEMENE BEPALINGEN**

### ***Definities***

**Art. 1.** Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder:

1° Samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014: samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de statistiek, van de raad van bestuur en de Wetenschappelijke Comités van het Instituut voor de nationale rekeningen;

2° statistische autoriteit: statistische autoriteit in de betekenis van artikel 36 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014;

3° gewestelijke statistische autoriteit: dienst die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft aangewezen als statistische autoriteit en die door het huidige samenwerkingsakkoord ook wordt

aangewezen als statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

4° Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse: comité bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de gewestelijke statistiek;

5° geaggregeerde gegevens: samengestelde gegevens die individuele gegevens combineren met behulp van wiskundige bewerkingen;

6° IIS: Interfederaal Instituut voor de Statistiek;

7° openbare statistieken: openbare statistieken in de betekenis van artikel 1, 2°, van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014;

8° statistisch programma: statistisch programma in de betekenis van artikel 1, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014;

9° geïntegreerd statistisch programma: geïntegreerd statistisch programma in de betekenis van artikel 1, 4°, van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

### *Voorwerp*

**Art. 2.** Het huidige samenwerkingsakkoord heeft tot doel om de samenwerking tussen de partijen te versterken in het domein van de statistiek.

Daartoe wordt de statistische autoriteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangewezen als statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. In deze hoedanigheid is ze belast met de uitvoering van de opdrachten inzake statistiek zoals die worden beschreven in artikel 3, voor rekening van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en met de bijstand van de diensten van deze commissie. Het huidige samenwerkingsakkoord beschrijft deze opdrachten alsook hun modaliteiten van uitoefening.

Het sluiten van het akkoord doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de organen die onder die commissie ressorteren inzake het opmaken van statistieken, studies en analyses in de materies die tot hun bevoegdheden behoren. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is bevoegd voor de uitvoering van haar statistisch programma, in samenwerking met de gewestelijke statistische autoriteit.

## **HOOFDSTUK 2 – OPDRACHTEN**

### *Opdrachten*

**Art. 3.** De opdrachten die het voorwerp zijn van het huidige samenwerkingsakkoord zijn de volgende:

- 1° de opdrachten zoals beschreven in het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, meer bepaald:
- de opmaak en de coördinatie van een statistisch programma voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. In dit kader begeleidt de gewestelijke statistische autoriteit de ontwikkeling en de productie van openbare statistieken;
  - in het kader van het statistisch programma, openbare statistieken doorgeven die tot de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren, evenals de begeleiding bij het ondernemen van de acties die de kwaliteit van deze statistieken moeten verbeteren;

2° de opmaak van specifieke studies en analyses in samenwerking met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

### *Modaliteiten van uitoefening van de opdrachten*

**Art. 4.** De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en meer bepaald het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn, worden nauw betrokken bij de werkzaamheden van de gewestelijke statistische autoriteit in de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren.

### *Goedkeuring en opvolging van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie*

**Art. 5.** De gewestelijke statistische autoriteit legt een ontwerp van statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter goedkeuring over aan het programmacomité. Na goedkeuring wordt het definitieve statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie door de gewestelijke statistische autoriteit verzonden naar het Interfederaal Instituut voor de Statistiek in overeenstemming met artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

**Art. 6.** De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt betrokken bij de opvolging van haar statistisch programma, meer bepaald via het programmacomité zoals bedoeld in artikel 11.

**Art. 7.** Het activiteitenverslag dat de gewestelijke statistische autoriteit jaarlijks opstelt overeenkomstig de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de gewestelijke statistiek, heeft ook betrekking op de opdrachten die krachtens het huidige samenwerkingsakkoord worden vervuld.

Dit verslag wordt ter informatie bezorgd aan het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

### *Informatie-uitwisseling en doorsturen van gegevens*

**Art. 8.** De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bezorgt aan de gewestelijke statistische autoriteit de gegevens en de informatie die noodzakelijk zijn met het oog op het vervullen van de opdrachten van het huidige samenwerkingsakkoord zoals nader gedefinieerd in artikel 3.

De gewestelijke statistische autoriteit bezorgt aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de samengevoegde gegevens die nodig zijn met het oog op de uitoefening van haar opdrachten.

**Art. 9.** Personeelsleden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kunnen, in het kader van gezamenlijk uitgevoerde projecten, de toelating krijgen om in de lokalen van de gewestelijke statistische autoriteit te werken.

De voorwaarden inzake uitvoering van deze mogelijkheid worden bij onderling akkoord vastgesteld tussen de directeur van de gewestelijke statistische autoriteit en de directeur van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn.

**Art. 10.** De verplichtingen die voortvloeien uit het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, meer bepaald inzake statistisch geheim en de mededeling van vertrouwelijke gegevens, evenals de verplichtingen als gevolg van de wetgeving betreffende de statistiek en de bescherming van de persoonsgegevens, zijn volledig van toepassing bij de uitvoering van de opdrachten die voortvloeien uit dit samenwerkingsakkoord en, inzonderheid, ter gelegenheid van het doorgeven van gegevens.

### *Programmacomité*

**Art. 11.** § 1. Er wordt een programmacomité opgericht, meer bepaald om de opvolging van het statistisch programma te verzekeren en garanties te bieden voor een efficiënte informatie-uitwisseling.

Dit comité is als volgt samengesteld:

- drie vertegenwoordigers van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, onder wie één vertegenwoordiger van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn;
- drie vertegenwoordigers van de gewestelijke statistische autoriteit, onder wie de leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij de gewestelijke statistische autoriteit.

Dit comité wordt voorgezeten door de leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij de gewestelijke statistische autoriteit.

Het komt ten minste driemaal per jaar samen.



§ 2. De opdrachten van het programmacomité zijn de volgende:

- 1° de opvolging en uitvoering van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- 2° definitie van de statistieken, studies en statistische verslagen in de materies die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren;
- 3° goedkeuring van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

### *Eigendom van de geproduceerde statistieken en studies en verspreiding van de resultaten*

**Art. 12.** Overeenkomstig artikel 36, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 worden de statistieken die de statistische autoriteit produceert in het kader van het huidige samenwerkingsakkoord verspreid conform de praktijkcode voor Europese statistieken vastgelegd door de Europese Unie (Eurostat).

De bronnen van de geproduceerde statistieken worden gedefinieerd volgens de producerende instelling, i.e.:

- 1° de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de statistieken die op specifieke wijze worden samengevoegd bij de gewestelijke statistische autoriteit in het kader van de uitvoering van het huidige samenwerkingsakkoord;
- 2° de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de statistieken die zij zelf produceert in het kader van het statistisch programma van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

**Art. 13.** De studies die worden geproduceerd overeenkomstig artikel 3, 2°, van het huidige samenwerkingsakkoord, zijn eigendom van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Deze studies mogen enkel worden verspreid met het akkoord van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

## **HOOFDSTUK 3 – VERTEGENWOORDIGING**

### *Raad van bestuur van het IIS*

**Art. 14.** De leidinggevende van de cel die belast is met het thema Gezondheid bij de gewestelijke statistische autoriteit zetelt als vertegenwoordiger van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als waarnemer, in de raad van bestuur van het Interfederaal Instituut voor de Statistiek (IIS), overeenkomstig artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

Bij ontstentenis wordt de vertegenwoordiger van de gewestelijke statistische autoriteit en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie door de directeur van de gewestelijke statistische autoriteit gekozen onder de overige leidinggevendenden van een cel bij die overheid, in gezamenlijk akkoord met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie krijgt tijdig kennis van de agendapunten van de vergaderingen van de raad van bestuur van het IIS.

De vertegenwoordiger van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in de raad van bestuur van het IIS verdedigt er het standpunt van die commissie.

### *Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse*

**Art. 15.** De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wijst een ambtenaar aan die het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn vertegenwoordigt binnen het Gewestelijk Technisch Comité voor Statistiek en Analyse. Deze vertegenwoordiger heeft stemrecht.

#### HOOFDSTUK 4 – MIDDELEN DIE NODIG ZIJN OM DE OPDRACHTEN UIT TE VOEREN

**Art. 16.** Met het oog op de uitvoering van de opdrachten zoals bedoeld in het huidige samenwerkingsakkoord gaat de gewestelijke statistische autoriteit over tot de aanwerving of indienstneming van een ambtenaar ad hoc.

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt betrokken bij de aanwervingsprocedure van deze ambtenaar, maar de eindbeslissing inzake aanwerving ligt bij de gewestelijke statistische autoriteit.

Om de drie maanden betaalt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan de gewestelijke statistische autoriteit of aan de openbare instelling waartoe deze laatste budgettair gezien behoort een bedrag terug dat gelijk is aan de kosten voor de tewerkstelling van een voltijds equivalent in de graad van “attaché”.

De praktische modaliteiten betreffende de uitvoering van de prestaties door de ambtenaar worden in onderling overleg vastgesteld door de directeur van de gewestelijke statistische autoriteit en de directeur van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn. De ambtenaar heeft de hoedanigheid van ambtenaar van de gewestelijke statistische autoriteit en is gebonden door de verplichtingen die uit dit statuut voortvloeien zoals het statistisch geheim.

#### HOOFDSTUK 5 – SLOTBEPALINGEN

**Art. 17.** Het huidige samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste instemmingsakte van de partijen.

De partijen verbinden zich ertoe om de uitvoering en de gevolgen van het samenwerkingsakkoord periodiek te evalueren en bespreken en hierover een tweejaarlijks verslag op te stellen dat vervolgens wordt overgemaakt aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Op grond van deze periodieke evaluatie kunnen de partijen beslissen om het huidige akkoord te wijzigen.

**Art. 18.** De opzegging van het huidige akkoord of een deel ervan vereist een schriftelijke opzegtermijn van één jaar. In dit geval verbinden de partijen zich ertoe de verplichtingen in acht te blijven nemen die voortvloeien uit het huidige akkoord en meer bepaald de lopende vereiste samenwerking te blijven verzekeren.

**Art. 19.** De partijen zijn belast met de tenuitvoerlegging van het huidige samenwerkingsakkoord en verbinden zich ertoe de noodzakelijke aanpassingen van de wet- en regelgeving door te voeren.

**Art. 20.** In de veronderstelling dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou overwegen om een andere instelling dan het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse aan te wijzen als gewestelijke statistische autoriteit, of in de veronderstelling van een interne herstructurering die significante gevolgen heeft voor de uitvoering van de opdrachten zoals bedoeld in het akkoord, zou het Gewest gehouden zijn de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie daarvan op voorhand kennis te geven zodat deze laatste eventuele opmerkingen kan doen gelden met betrekking tot de mogelijke weerslag op de uitvoering van het huidige samenwerkingsakkoord.

Op 21 maart 2019 opgemaakt te Brussel, in twee originele exemplaren, in het Nederlands en het Frans.

De leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Openbaar Ambt,

G. VANHENGEL

D. GOSUIN

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT